

CGT info 27

(Fin de rédaction le 25 mars 2008. Le retard est dû à un problème technique sur le site et à un surcroît de travail)

Evocation globale socio économique voir n° 2, Résumé bref !

-**Agressivité des multinationales espagnoles dans le pillage du tiers monde et de l'Amérique Latine en particulier (héritage des premiers jalons du capitalisme moderne, les conquistadores espagnols et portugais étant les créateurs des premiers holocaustes, appelé ensuite colonialisme et adopté par les Anglais, les Français, Hollandais, puis Allemands, Italiens, Nord-américains, Suédois, etc.);**

-Stagnation et baisse du niveau de vie, avec **perte des acquis, pour la majorité des salariés;**

-Rideau de fumée et **beaucoup de bruit pour peu de conséquences concrètes et réparatrices sur la répression franquiste et la récupération de la mémoire historique.**

Contenu

1) Luites en cours

1 – 1 Transports Metropolitans de Barcelone en grève

1 – 2 Les grévistes de la faim résistent à SEAT

2) Sacré pays

2 – 1 Les évêques espagnols vers le Moyen âge

2 – 2 Renforcement de l'offensive contre l'avortement

2 – 3 La justice bourgeoise déclare illégale 70% des nouvelles constructions à Madrid

2 – 4 Le projet Diagonal a trois ans en mars 2008.

3) Mémoire historique

3 – 1 Todos (...) Los Nombres

3 – 2 Melchor Rodríguez, "l'ange rouge"

3- 3 Une balle pour Durruti

1) Luites en cours



1 – 1 Transports Metropolitans de Barcelone en grève La grève a commencé le 21 novembre 2007, elle concerne 2.800 conducteurs de bus et elle se fait par vagues. Dans le comité de grève on trouve la CGT, ACTUB et SIT (qui a lâché ensuite). Les conducteurs font 251 jours par an, alors que la moyenne du secteur est de 220. Ils réclament 12 de plus de vacances et 30 minutes de repos (par jour). Des débrayages ont été lancés en décembre suivi à 90 %. Elles touchent

570.000 usagers et les média protestent. Les syndicats UGT et Commissions ont signé les conventions dénoncées par cette grève fort suivie. Leur tactique est donc de ne rien faire ni pour ni contre. (*Diagonal*, n° 69, 10-23 janvier 2008).

On a une bonne synthèse de la pêche des grévistes le 22 mars 08 en écoutant 6 minutes de montages d'intervention en assemblées et en manife, en allant sur

<http://comitedescansos.blogspot.com/2008/03/momentazos-de-la-huelga-por-el-compaero.html>

On entend en castillan et en catalan que *On ne nous achète pas c'est l'avantage que nous avons ... (les autres sont des) dégueulasses, chiffonniers ... UGT ordure ... deux jours de repos par semaine à partir de (l'âge) de 35 ans... on va les enfoncer... Grève tous les jeudis... Où sont les autres syndicats ? ... des syndicalistes ordures ... Deux jours de repos par semaine ... deux jours avec ma maman ...* On lit également ou rien ou tout. La TMB a empêché le travail du Comité de grève (info CGT, 03.03.08) Le comité de grève a lancé une semaine d'action du 3 au 7 mars à base de piquets informatifs de 4 h à 10 h et des manifes à 12 h les mardi, mercredi et jeudi. Le premier jour, TMB, par l'intermédiaire des Mossos d'Esquadra [la police catalane], a commis une très grave atteinte aux droits de grève en empêchant le Comité de faire son travail de surveillance. Dans le cadre de la première journée du service public des autobus de Barcelone, les piquets s'étaient concentrés à 4 h. du matin dans les dépôts pour vérifier que tout était en ordre et que les services minimes étaient respectés. Dans l'un d'eux, l'entreprise a fait obstacle en appelant les Mossos d'Esquadra, qui ont chargé les militants de la CGT.

Sur le site Comité de Descansos (comité de repos) on lit *Le 21 novembre 2007, nous, la grande majorité du personnel conducteurs et conductrices nous sommes descendus dans la rue pour dire à la direction de TMB que le système actuel de repos est insoutenable. Et qu'on ne peut continuer à n'avoir que 5 jours de repos par mois. C'est incroyable de se retrouver fin mars avec la direction de notre entreprise qui n'a mis sur la table aucune sorte d'amélioration concrète pour que nous - ses travailleurs - nous puissions avoir une meilleure qualité de travail et de vie de famille.*

Durant ces derniers mois, les manifestations, grèves, concentrations et assemblées se sont répétées. Tout cela pour essayer de faire voir à ceux qui commandent ce que nous souffrons. Avec un système de repos caduc qui est inviable. La direction, de son côté, a répondu aux conducteurs par une campagne médiatique pleine de mensonges et demi vérités pour que les Barcelonais croient que nous sommes des privilégiés arrogants.

Non seulement on a tenté de nous lyncher publiquement, mais plus de trente travailleurs ont été sanctionnés, le camarade Mercader, porte parole du Comité de descansos et président du Comité de l'entreprise [délégué CGT], est sérieusement menacés d'être licencié. Ils ne se rendent pas compte que cela peut entraîner une colère avec des conséquences que personne n'ose envisager. [...]

Le Comité de descansos a des propositions pour mettre fin au conflit que je résume comme:

Deux jours de repos hebdomadaire, passage de 251 jours de travail à 239, d'où l'incorporation de 140 nouveaux conducteurs/trices.

Repos journalier de 30 minutes

Face à ce panorama de refus aussi absurde et absolu de la part de la Direction, le Comité de descansos a déjà expliqué en assemblée le 20 mars qu'il ne reste que deux options: Ou se rendre en règle ou aller vers une grève indéfinie jusqu'à l'obtention d'un accord.

Tu peux voir les vidéos de l'Assemblée du 20 M sur:

<http://comitedescansos.blogspot.com/2008/03/asamblea-jueves-20-de-marzo.html>

Rédigé le 21 mars.



1 – 2 Les grévistes de la faim résistent à SEAT (Rebellion. 16.02.08) Une conférence de presse du syndicat des journalistes de Catalogne a informé sur l'état de santé des trois travailleurs licenciés de SEAT en grève de la faim depuis le 4 février, ainsi que sur la situation du conflit. Arcadi Oliveras, président de Justice et Paix et représentant des mouvements sociaux, a manifesté sa solidarité avec les licenciés de SEAT et, tout spécialement, les trois camarades en grève de la faim (José M^a Requena, Wenceslao Calero et Diosdado Toledano). Après avoir dénoncé l'attitude de l'entreprise, il a souligné la nécessité de donner une réponse

collective aux politiques des multinationales qui, dans leur soif de plus grands bénéfices, lèssent les droits les plus élémentaires de la classe travailleuse. De son côté, le docteur Joseph Maria Sans, membre de l'équipe médicale qui suit les grévistes, a signalé la détérioration entraînée par le jeûne sur la santé des trois camarades et les risques que comporte le prolongement de cette situation.

Diosdado Toledano a expliqué la situation actuelle du conflit et a dénoncé aussi bien l'entreprise que le département du Travail de la Généralitat [Etat catalan] pour leur évidente absence de volonté pour affronter et résoudre le problème. Il a également critiqué les responsables de Commissions, de l'UGT de SEAT, qui, au lieu d'offrir leur soutien aux licenciés, s'opposent et boycottent toute manifestation de solidarité du personnel. Diosdado a rappelé que, sur les travailleurs hommes et femmes qui ont choisi la réintégration, 66 ont reçu une note de l'entreprise dans le sens d'une non intégration. De plus, il y a le cas des 23 travailleurs dont la nullité du licenciement a été reconnue par le Tribunal Superior de Justicia de Catalunya et qui sont en attente de la sentence du Tribunal Supremo – devant lequel l'entreprise a déposé un recours. Finalement, il a manifesté sa volonté et de celle de ses deux camarades de continuer la grève de la faim jusqu'à ce que l'entreprise s'engage à réadmettre toutes les personnes touchées par l'ERO – Dossier de régulation d'emploi - que l'entreprise veut reprendre. Par son intransigeance, SEAT met en relief sa totale absence d'humanité et de responsabilité. Entre tant, de nouvelles embauches ont lieu, 30 cette semaine, 40 prochainement.

De nouvelles actions se préparent pour soutenir les grévistes de la faim. La CGT, qui assume le poids de la résistance dans l'usine, a appelé à une nouvelle journée de débrayages solidaires qui auront lieu au début de chaque brigade le mercredi, 20 février, pendant une heure quarante. Il faut rappeler que les débrayages à l'initiative de ce syndicat le 6 février ont été suivis par plus d'un millier de camarades hommes et femmes, c'est-à-dire, bien plus que l'affiliation de la CGT -, entraînant le montage d'environ 300 véhicules de moins que ceux prévus par le plan de production et, surtout, c'est un défi contre le climat d'intimidation que l'entreprise et les bureaucraties syndicales font régner dans l'usine. [...]

(Rebellion, 21.02.08) Fin de la grève de la faim SEAT, Communiqué des deux travailleurs de SEAT -Diosdado Toledano et José M^a Requena- qui sont demeurés en grève de la faim dix sept jours

Il a fallu 17 jours de grève de la faim, le débrayage d'une grande partie du personnel le 6 février et la menace de nouveaux débrayages, ainsi que l'action de personnes solidaires dans et hors de Catalogne, pour que le président de SEAT M. Erich Schmit décide avec les représentants de l'UGT et des Commissions de rouvrir la réintégration des licenciés en attente de réincorporation à SEAT.

Les informations que nous avons reçues hier, entre autres les déclarations du président du Comité d'Entreprise Matías Carnero à TV3 annonçant qu'en vertu de l'accord obtenu avec le président de SEAT tous les licenciés seraient réincorporés, de même que les manifestations verbales de responsables de l'entreprise durant la médiation à l'inspection du travail et les contacts avec des représentants de la CGT dans le même sens, nous permettent de considérer, malgré l'absence d'un accord écrit avec les garanties nécessaires, que la réintégration est ouverte pour tous les licenciés.

Nous avons pu vérifier que hier l'entreprise a appelé quatre des licenciés pour un contrôle médical, dont un camarade ayant choisi la voie juridique. De plus, nous avons reçu un premier message des deux syndicats UGT et Commissions nous informant de l'accord passé avec la direction de SEAT et nous demandant d'éviter la détérioration de notre santé. C'est pourquoi nous pensons mettre fin à notre grève de la faim, en espérant que les accords soient remplis dans leur globalité. Nous avons aussi reçu un communiqué de la CGT nous annonçant le "déblocage" de la position de l'entreprise et nous priant d'arrêter, ne serait que momentanément, la grève de la faim.

Sur la base de cet ensemble de faits et la demande que nous ont fait parvenir de nombreux camarades hommes et femmes du personnel de SEAT et d'organisations solidaires, nous avons décidé de suspendre la grève de la faim indéfinie à partir d'aujourd'hui 20 février.

Nous sommes conscients que nous allons demeurer vigilants, nous les licenciés avec tous les travailleurs de SEAT, pour que la Direction remplisse ses engagements de réintégration de tous les licenciés et pour que tous les représentants syndicaux veillent sur leur engagement. Notre désir est que ce conflit si traumatisant pour tous les travailleurs prenne fin. Sinon, nous reprendrons de nouvelles actions. Nous espérons pouvoir fêter la réincorporation de tous les licenciés avec l'ensemble des travailleurs de SEAT et toutes les personnes solidaires qui nous ont offert leur soutien et leur affection dans cette longue lutte de deux ans. 17^{ième} jour de grève de la faim. Martorell, à 12:00 h., 20 février 2008, signés les grévistes de la faim: Diosdado Toledano y José M^a Requena

Les grévistes donnent ensuite des lettres reçues de l'UGT, Commission, CGT, CNT, IAC [Intersyndicale Alternative de Catalogne] et Comité de solidarité leur demandant d'arrêter leur grève de la faim.

Bien entendu, d'autres conflits existent mais ces deux exemples montrent une détermination dans l'action et dans la dénonciation des syndicats ordures, pour répondre les termes des camarades de TMB.

2) Sacré pays

2 – 1 Les évêques espagnols vers le Moyen âge (*Diagonal*, N°74. 20 mars - 2 avr 2008). Le 4 mars cette année le cardinal de Madrid, Antonio María Rouco Varela, a pris son troisième mandat à la tête de la Conférence épiscopale (CEE). Avec Rouco y Antonio Cañizares, Carlos Osoro et Juan Antonio Martínez Camino (archevêques de Toledo et d'Oviedo et porte parole de la CEE) dans la commission permanente de la CEE, c'est le secteur ultra conservateur qui est hégémonique. [...] Pour Jaume Botey, membre de *Cristians pel Socialisme y Christianisme Segle XXI* et fondateur de Réseaux chrétiens réunissant plus de 150 groupes de base, "ceux sont des enfants du pontificat de Jean Paul II, qui détruit tout ce qui a été décidé par le concile Vatican II et c'est une sorte de restauration inspirée par le retour au Moyen âge, ligne que continue Benoît XVI." D'autres groupes catholiques émettent des critiques semblables. Des curés ont été virés parce qu'ils toléraient des discussions sur le manque de démocratie dans l'Eglise, l'homosexualité et le rôle de la femme (2004, Aitor Urresti). Enfin d'autres groupes vont plus loin et dénoncent le rôle de la Conférence épiscopale comme non représentative des catholiques en Espagne pour demander l'abandon « *du privilège accordé par le Concordat et aller vers un auto financement* ».

2 – 2 Renforcement de l'offensive contre l'avortement par de nouvelles convocations et d'imputations de femmes (*Diagonal* n°74. 20 mars - 2 avr 2008). Le 8 mars à Barcelone quelques 7.000 personnes se sont réunies en faveur de l'avortement libre et gratuit. Parallèlement, les poursuites ont redoublé contre les cliniques pratiquant des avortements. Une nouvelle tactique semble en voie de formation: Josep Miró i Ardèvol (catholique et ex ministre catalan de l'Agriculture) menace juridiquement l'association des cliniques pratiquant l'avortement en Catalogne. Il agit en se fondant sur des extraits de rapports médicaux, d'opinions de juristes et en fait une « théorie de l'illégalité » en qualifiant le directeur de l'association des cliniques pour l'avortement de « homicide et de délinquant ». D'un autre côté, la juge

Elisabet Castelló a inculpé 99 femmes d'interruption illégale de grossesses dans des cliniques de "CB Medical" du docteur Morín, en se basant sur un rapport de l'Unidad de Policía Judicial de la Garde civile sur 39 cas cliniques sur les 2.780 réquisitionnés dans ce centre en octobre dernier. Les médias ont parlé d'avortement de gestation avancée, sur des mineures, sans examen médical préalable. Empar Pineda, avocate, explique que "les avortements de 30 semaines de gestation sont légaux avec un certificat d'un médecin spécialiste ou psychiatre, selon le cas. Il existe des malformations fœtales qu'on ne détecte pas avant la 22^{ème} semaine. D'autre part, à Séville, un juge d'instruction a convoqué comme témoins cinq femme et hommes parmi les 360 personnes qui se sont auto inculpées dans le cadre d'une campagne nationale de solidarité avec les femmes accusées d'avoir avorté.

2 – 3 La justice bourgeoise déclare illégale 70% des nouvelles constructions à Madrid (*Diagonal*, Rebellion. 24-12-2007). Une sentence du Tribunal suprême déclare nuls 22 des 27 nouveaux quartiers prévus dans le « Plan General de Madrid » parce que le passage des terrains protégés à zone constructibles n'est pas justifié. Cette sentence touche 150.000 nouveaux immeubles de la capitale, qui de fait sont illégaux. Dans la pratique, il n'est pas certain qu'il va y avoir des répercussions. En février 2003, le Tribunal supérieur de Justice de Madrid avait émis une sentence similaire, contesté par le gouvernement autonome, d'où la poursuite des travaux. Justement le gouvernement régional est confiant et parle d'un vice de forme et non de fond. Affaire à suivre.

2 – 4 Le projet Diagonal a trois ans en mars 2008. *Diagonal*, n° 74. 20 mars - 2 avr 2008 commente le projet de construction collective *3.600 pages maquetées, des milliers de collaborateurs et collaboratrices qui ont rempli de contenu et de sens ce qui a été conçu au départ comme un outil. Un instrument pour créer des liens de communication entre les mouvements sociaux, et entre eux et ceux qui s'occupent d'une autre sorte d'information, même s'ils ne militent pas activement pour le moment. 3.700 personnes sont entrées dans l'actionnariat populaire de Diagonal. Cela a permis d'assurer une complète indépendance des partis politiques, des groupes médiatiques ou des grandes entreprises qui à cause de la publicité déterminent la ligne éditorial de toutes les publications qu'on peut trouver en kiosque, sauf Diagonal.* Il demeure des problèmes financiers, comme le passage de l'abonnement en Espagne à 50 €. Des débats sont organisés pour améliorer le journal.

3) Mémoire historique

3 – 1 Todos (...) Los Nombres [tous les noms des victimes du franquisme, commencée en Andalousie à l'initiative de membres de la CGT, l'idée touche toutes les autonomies, ne serait ce que parce que partout des Andalous ont été victimes du franquisme.) *"Il n'y a pas de plus grand respect que de pleurer sur une personne qu'on n'a pas connu"* du roman *"tous les noms"* de José Saramago ; Extrait du 12^{ème} Communiqué de "Todos los nombres" mars 2008

Nous avons presque deux ans; Né le 14 avril 2006 [le 14 avril est l'anniversaire de la formation de la II république en 1921, une date de gauche] et il y a 6 mois (03.10.2007) nous avons établi un accord de collaboration avec des organisations soutenant cette initiative (AMHyJA Asociación Andaluza Memoria Histórica y Justicia et CGT Andalousie), l'appui de (Consejería de Justicia et d'Administrations publiques) et les apports de Fundación Cajasol et l'UPO. Il est possible que prochainement il y ait l'association d'autres institutions. Le nombre d'enregistrement de noms a augmenté de 30.805 en janvier à 32.637 actuellement. Sur ces 1.837 noms nouveaux, 1.623 ont été apportés par un groupe de chercheurs de Jerez de la Frontera, et 214 par le camarade et historien Arcangel Bedmar de Lucena (Cordou). Les micro biographies ont reçues de nombreuses collaborations. Des documents et des livres sont sur ce site, uniquement en castillan.

3 – 2 Melchor Rodríguez, "l'ange rouge". La CGT revendique cette figure remarquable *Melchor Rodríguez García (Sevilla, 1893- Madrid 1972). Melchor Rodríguez, ex novillero [aide torero],*

ouvrier dans la carrosserie, affilié à la CNT et à la FAI, a eu la plus extraordinaire des attitudes qu'on peut avoir en temps de guerre: sauver la vie de ses ennemis. Melchor, fils d'une modeste famille et orphelin dès l'âge de 10 ans (son père mourut dans un accident du travail dans le port de Séville), dut travailler très jeune dans des ateliers de chaudronnerie et d'ébénistes sévillans, occupation qu'il menait simultanément avec son désir de triompher dans le monde de la tauromachie où il atteint le rang de novillero. Devant abandonné ce penchant à cause d'un coup de corne dangereux, son affiliation dans le syndicalisme libertaire entraîna des poursuites et il dut émigrer à Madrid au début des années 1920, pour travailler comme carrossier. Incarcéré une trentaine de fois sous la dictature de Primo de Rivera et la II république, la préoccupation pour les prisonniers fut une constance de son existence. Après l'éclatement de la guerre civile, il put rapidement se consacrer à l'application de ses idées d'anarchiste humanitaire, en sortant des centaines de personnes de droite des chekas et en les logeant chez lui. Aidé par de nombreuses personnalités et des responsables républicains il fut nommé Délégué spécial de prisons de la II république en novembre 1936 par le ministre anarchiste Juan García Oliver. Depuis ce poste, il mit fin aux arrestations et aux fusillades dans l'arrière garde à Madrid, en sauvant des milliers de personnes parmi ses adversaires idéologiques.

Melchor Rodríguez fut une figure clé pour rendre à la république le contrôle de l'ordre public et dans les prisons. Non seulement il lutta contre une foule d'individus dans la prison d'Alcalá voulant se venger après un bombardement des rebelles, mais il assura l'ordre dans les prisons et rendit sa dignité à la justice. Sous son mandat il y eut une amélioration de la condition des 11.200 détenus de Madrid et de sa province, au point que les prisonniers ont commencé à l'appeler « El Ángel rojo », qualificatif qu'il refusait. Melchor ne fut pas le seul à vouloir faire face à cette folie collective qu'est la guerre, mais son travail à cette époque difficile se détache avec une lumière particulière, surtout parce qu'il lui fallut surmonter une infinité de dangers et risquer plusieurs fois sa propre vie dans pour son devoir. [...] Melchor Rodríguez fut de facto le dernier maire de Madrid durant la république et reçut la demande, le 28 février 1939 du colonel Casado et de Julián Besteiro du Conseil national de défense, de livrer l'hôtel de ville aux troupes ayant vaincu et il présida la transmission de pouvoirs pendant deux jours – bien que son nom ne figure dans aucun acte ou document – en cherchant à tout moment à ce que les choses se passent pacifiquement. A la fin de la guerre, non seulement l'œuvre de Melchor ne fut pas reconnue, mais il subit la même répression que tous les vaincus. Rapidement il fut arrêté et condamné à deux occasions en conseil de guerre. Acquitté d'abord, après appel de l'avocat général, il fut condamné après des manoeuvres à 20 ans et un jour [le système banal espagnol], et il en fit 5.

Lorsqu'il sortit en liberté provisoire de la prison de Puerto de Santa María {Séville} où il purgea sa peine, Melchor Rodríguez eut la possibilité d'adhérer à la dictature instaurée par les vainqueurs et d'occuper un poste – qu'on lui offrait- dans l'organisation syndicale franquiste ou bien de vivre d'un travail commode fourni par une des milliers de personnes auxquelles il avait sauvé la vie. Il écarta ces choix. Et au contraire, il demeura libertaire et militant de la CNT, activité qui lui valut d'entrer en prison deux fois encore. Il continua à agir en faveur des emprisonnés politiques, en utilisant les amis personnels qu'il avait dans l'appareil de la dictature, en dépit des critiques reçues pour cela de certains de ses propres compagnons ou de la gauche.

Sa mort, le 14 février 1972, fut un reflet de sa vie. Au cimetière, devant la bière des centaines de personnes se retrouvèrent, des personnalités de la dictature et des compagnons anarchistes. Ce fut le seul cas en Espagne où une personne fut enterrée avec un drapeau anarchiste pendant le régime du général Franco. Aujourd'hui, plus de 35 ans après la mort de Melchor Rodríguez nous voulons revendiquer sa figure et propager son exemple. L'oeuvre de Melchor, tout au long de sa vie, dignifie l'être humain et il est – comme tant d'autres femmes et hommes de gauche - un exemple méritant d'être pris en compte en ces temps d'intolérances et de sectarismes. Comme il l'affirma souvent, **“On peut mourir pour les idées, jamais tuer”** [voir le commentaire].

Injustement ou intentionnellement oublié, nous le signataires, nous revendiquons sa figure et son

exemple et nous demandons le soutien de personnes, groupes, organisations et institutions, pour rendre un hommage national où l'important ne seront pas les drapeaux, mais les valeurs qu'a défendues Melchor Rodríguez. Nous demandons publiquement: aux municipalités de Madrid et de Séville de donner son nom à une rue dans ces deux villes ; pour Madrid, que son portrait soit dans la galerie des maires de la capitale et qu'une assemblée reconnaisse son oeuvre. Une demande de soutien à cette initiative accompagne le texte, à envoyer à

Alcalde Isacio Contreras 2B. Local 8

*41003 SEVILLA * Fax: 954 564992*

correo electrónico: spcgta@cgt.es

“On peut mourir pour les idées, jamais tuer” Une seule interprétations est possible. Tuer les gens parce qu'ils ne suivent pas telles ou telles idées d'un ensemble idéologique imposer à toute une population. C'est le système habituel des colonisateurs, de Rome – et auparavant - aux pays occidentaux depuis 1492 jusqu'à l'Irak, etc., et des totalitarismes, avec chambre à gaz, avec camp de rééducation, avec la bombe dans la foule et l'égorgeement des institutrices (pour que la femme reste chez elle). Bien entendu, il faut nuancer, Mussolini était plus doux que ses émules, Brejnev était plus mou que Lénine et Trotsky, les tueurs islamistes ignorent le coran et le soufisme.

Par contre, tuer un boucher en pleine action n'est que de l'autodéfense. C'est l'attitude de nombreux pacifistes devant la détermination des assassins: Kurt Wilkens abattant l'officier Varela en Argentine, et bien d'autres exemples foisonnent. Il faut que nous puissions nous organiser contre la violence de l'exploitation pour ensuite, en tant que travailleurs choisir et organiser la vie.

3- 3 Une balle pour Durruti, dossier de la revue *Sudestada* de Buenos Aires, mars 2008. Un effort notable dans un horizon médiatique envahi par le show néo libéral et des restes du marxisme, léniniste et évolutif. Des pages de lutte arrachées au passé, avec des évocations variées, les concepteurs du dossier



Walter Marini et Hugo Montero donnent de bonnes touches. Comme « Plusieurs années durant les rédacteurs de « Solidaridad Obrera » se souvenaient du jour où la police avait interrompu le quotidien et confisqué l'imprimerie. De nombreux opportunistes s'étaient présentés à la vente aux enchères, en cherchant des prix inférieurs. Mais Durruti et Ascaso étaient là aussi. Durruti fut le premier à faire une offre : 20 pesetas pour la rotative. Un commerçant pas très finaud se mit alors à renchérir : Mille pesetas !. Ce ne fut pas une décision astucieuse : une seconde plus tard, il sentit sur les côtes un froid métallique inconfondable. Il retira aussitôt son offre. Ascaso se chargea de clore l'affaire à 20 pesetas comme son camarade l'avait commencée. Le commissaire priseur n'eut pas d'autre choix que de rendre la machine aux travailleurs pour cette somme dérisoire. »

La collaboration gouvernementale des cénétistes (attribuée aux anarchistes, erreur habituelle même chez les libertaires, qui connaissent mal leur passé) est jugée : « Ils décidèrent de s'abriter derrière leurs principes pour refuser ce qui leur revenait : assumer le pouvoir en représentation des exploités ; et ils choisirent de collaborer avec le gouvernement bourgeois, comme si dans cette seconde option [par rapport au communisme libertaire] ne se trouvait pas, sans doute, une plus grande trahison de leurs idées. Ils firent le choix de prioriser la guerre, et aussi de défendre et de reconnaître (en collaborant et en cherchant la conciliation) la même institution bourgeoise qui les avait poursuivis durant des décennies, et qui allait le refaire jusqu'à les annihiler, bien sûr, quelques mois plus tard, lorsque l'euphorie de la victoire à Barcelone se serait éteinte et que le rapport de force reviendrait à son état initial. « Les concessions consenties par la CNT FAI fit à ses adversaires politiques dans son propre camp aboutirent à une déroute catastrophique. La fermeté de leur attachement à leurs principes fut remplacée par un opportunisme sans limites. Peu de mois suffirent pour que les chefs anarchistes [encore la même erreur] vissent la substance révolutionnaire de leur mouvement de masses s'effriter entre leurs doigts. [éd. française p. 252, livre excellent] » comme le

synthétise Hans Magnus Enzensberger. »

Si Bakounine avait été plus traduit et lu, dans un mouvement libertaire moins franc-maçon, on aurait souvent lu: « [C'est] *un signe infallible auquel les ouvriers peuvent reconnaître un faux socialiste, un socialiste bourgeois si, en leur parlant de révolution, ou, si l'on veut, de transformation sociale, il leur dit que la transformation politique doit précéder la transformation économique ; s'il nie qu'elles doivent se faire toutes les deux à la fois, ou même que la révolution politique ne doit être rien que la mise en action immédiate et directe de la liquidation sociale pleine et entière, qu'ils lui tournent le dos, car ou bien il n'est rien qu'un sot, ou bien un exploitateur hypocrite. L'Égalité, (n° 31, 21 août 1869) »* dans *Bakounine Vision anarchiste et syndicaliste* CNT RP, p. 18.

Le dossier indique une piste pour la mort de Durruti, sa liquidation par un proche - sous prétexte d'accident de mauvais fonctionnement subit de la sécurité d'une arme- . Il s'agit d'un ex officier, dont la trace s'est perdue à la fin de la guerre. C'est beaucoup plus vraisemblable que les fantaisies habituelles sur un tir à plusieurs centaines de mètres de telle ou telle faction, pour une blessure à bout portant selon le rapport du chirurgien, mais la documentation manque.